

Julie Bour
Lydiane Gueit-Montchal
Olivier Dard
Gilles Richard (dir.)



*Louis
Jacquinot*

Un indépendant
en politique

LOUIS JACQUINOT, UN INDÉPENDANT EN POLITIQUE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

L'Ordre européen du XVI^e au XX^e siècle
Jean Bérenger & Georges-Henri Soutou (dir.)

L'URSS et l'Europe dans les années 20
Georges-Henri Soutou (dir.)

L'Europe de Robert Schuman
A. Moinet-Le Menn, P. Fournié, G. Eldin
& G.-H. Soutou (dir.)

*L'Europe de l'Est et de l'Ouest
dans la Guerre froide (1948-1953)*
Georges-Henri Soutou (dir.)

*Guerres et paix en Europe centrale
aux époques moderne et contemporaine*
Mélanges d'histoire des relations
internationales offerts à Jean Bérenger
Daniel Tollet (dir.)

*L'Insurrection de Varsovie.
La Bataille de l'été 1944*
Alexandra Viatteau (dir.)

Avec les Arabes. Puissance de l'amitié
Mélanges offerts
au professeur Dominique Chevallier
Abd El Hadi Ben Mansour
& Jacques Frémeaux (dir.)

La France et l'URSS dans l'Europe des années 30
M. Narinski, É. du Réau, G.-H. Soutou &
A. Tchoubarian (dir.)

*Henri Hauser (1866-1946). Humaniste.
Historien. Républicain*
S.-A. Marin & G.-H. Soutou (dir.)

Géopolitique de Kaliningrad
Une île russe au sein de l'Union européenne élargie
Frank Tétart

Le Traité franco-britannique de Dunkerque.
Un traité oublié
Yann Lamézac

*La Pologne et l'Europe. Du partage
à l'élargissement (XVIII^e au XXI^e siècles)*
I. Davion, J. Kloczowski & G.-H. Soutou (dir.)

Culture et Guerre froide
J.-F. Sirinelli & G.-H. Soutou (dir.)

L'URSS & l'Europe de 1941 à 1957
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

Pierre Mendès France
Héritage colonial et indépendances
Maria Romo-Navarrete,
préface de Jean-François Sirinelli

Soldats de la loi
La gendarmerie au XX^e siècle
Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles
*Secrétaire d'État, Cold Warrior et père
de l'Europe*
François David,
préface de Georges-Henri Soutou

*L'Afrique indépendante dans le système
international*
É. Robin-Hivert & G.-H. Soutou (dir.)

Jacques Seydoux, diplomate
Stanislas Jeannesson

*L'Aéronautique militaire française outre-mer
1911-1939*
Jean-Baptiste Manchon
préface de Jacques Frémeaux

Julie Bour, Lydiane Gueit-Montchal,
Olivier Dard & Gilles Richard (dir.)

Louis Jacquinot,
un indépendant en politique

Préface de Christian Namy



PRÉFACE

Christian Namy
Sénateur et président du Conseil général de la Meuse

Le présent ouvrage consacré à Louis Jacquinot, homme politique meusien qui a traversé une grande partie du xx^e siècle, a été rendu possible par la conjonction de plusieurs facteurs.

Le premier est le dépôt par Louis Jacquinot de ses archives personnelles aux Archives départementales de la Meuse : un ensemble volumineux de notes, documents, correspondances et une collection de photographies exceptionnelles qui illustrent l'ensemble de sa carrière politique, et qui traduit de manière évidente son souci de la postérité.

Le deuxième est le travail de doctorat de Julie Bour à l'université de Metz ; c'est à elle qu'est revenue la tâche d'étudier et d'exploiter l'ensemble de ce fonds documentaire, et de faire ainsi sortir de l'oubli un homme qui a pourtant occupé pendant une quinzaine d'années des fonctions ministérielles.

Au fil des articles, on découvrira l'engagé volontaire de 1914 et 1939, le député, le Résistant, la figure politique locale, le ministre enfin qui a su se maintenir avec une belle constance sous trois Républiques successives. C'est au prisme de son positionnement « modéré » que les éminents historiens rassemblés dans cette publication analysent tour à tour l'incroyable longévité politique de Louis Jacquinot, offrant un portrait en profondeur d'un personnage jusque-là souvent évoqué mais jamais réellement étudié.

C'est une des missions du Conseil général de la Meuse que de valoriser le patrimoine écrit dont il a la charge, et d'encourager la recherche historique basée sur les fonds conservés aux Archives départementales. Après le soutien apporté par le Département aux travaux de recherche de Julie Bour, il était légitime de poursuivre cette collaboration, en rendant hommage à Louis Jacquinot, qui a été président du Conseil général de 1945 à 1973 : c'est désormais chose faite suite à l'organisation par les Archives départementales d'un colloque en 2011 en partenariat avec l'université de Metz, et d'une exposition photographique présentée à l'Hôtel du Département. La parution de ce recueil en est l'aboutissement et la trace.

Puisse le lecteur découvrir ou redécouvrir avec plaisir ce personnage fascinant à bien des égards.

INTRODUCTION

Olivier Dard

Ce livre sur Louis Jacquinot (1898-1993), figure importante de l'histoire meusienne comme de l'histoire politique nationale marque l'aboutissement d'un projet de plusieurs années. À la base, il faut d'abord saluer l'importance du travail accompli par les services des Archives départementales de la Meuse sous l'égide de Lydiane Gueit-Montchal pour inventorier et classer ce fonds de près de 400 cartons dont il sera beaucoup question dans ce volume. Je me souviens fort bien de ma première visite aux Archives départementales de la Meuse et des premiers échanges avec celle qui en était alors la directrice avant que Gérard Diwo ne lui succède, et marque lui aussi pleinement son intérêt pour l'entreprise. Lydiane Gueit-Montchal m'avait fort logiquement vanté l'exceptionnelle richesse de ce fonds et j'avais de mon côté en tête l'importance de Louis Jacquinot, l'ayant beaucoup croisé au tout début de mes recherches historiques sur les Londoniens de la France libre, lorsque j'avais coédité avec le très regretté Hervé Bastien le *Journal de guerre* d'Henri Queuille. J'avais repéré dans un tel fonds la possibilité d'un sujet d'une thèse importante qui aurait comme ambition de retracer l'itinéraire d'un homme qui fut élu sans discontinuer député de la Meuse de 1932 à 1973 et qui fut ministre à plus de quinze reprises de la Troisième à la Cinquième République, occupant notamment les postes de ministre de la Marine, des Anciens combattants ou de l'outre-mer. Julie Bour, alors étudiante en maîtrise, souhaitait faire une thèse en histoire politique, et c'est sur la base d'un projet sur Jacquinot qu'elle décrocha ce qu'on appelait encore alors une allocation de recherche.

Ce sont des efforts croisés de cette dernière et de Lydiane Gueit-Montchal qu'est née l'idée d'un colloque. Il fut appuyé sur le plan scientifique par le Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH) aidé par le professeur Gilles Richard. Il fut aussi généreusement doté et soutenu, jusqu'à sa publication, par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des Archives (DMPA) en la personne de Laurent Veyssière. En Meuse, la manifestation a été organisée par la directrice des Archives départementales et ses services mais également par Julie Bour qui s'y est particulièrement investie. Ce ne fut pas le seul évènement organisé autour de Louis Jacquinot car sur la base du très beau fonds photographique disponible dans les archives privées de l'ancien ministre une exposition a pu être montée

sous la responsabilité de Julie Bour. À défaut d'avoir pu la visiter, les lecteurs du présent volume pourront découvrir quelques-uns de ces clichés à partir du cahier photographique qui l'illustre.

10 Cet ouvrage a plusieurs ambitions. En premier lieu, faire découvrir et ressortir l'importance de sources archivistiques et iconographiques trop peu connues. La Meuse sur ce point est riche et on ne saurait oublier que si Louis Jacquinot est une figure importante du modérantisme en politique, il compte dans ce département deux célèbres devanciers, André Maginot et Raymond Poincaré. L'ancrage meusien est aussi important pour saisir, dans le cas de Louis Jacquinot, l'importance d'une échelle locale de l'étude du politique qui n'a rien d'anecdotique lorsqu'il s'agit de comprendre comment cet homme a conquis et conservé un fief législatif pendant plus de 40 ans et est demeuré, des décennies durant, président du Conseil général. Dans le cas de Louis Jacquinot, le local est emboîté au national. D'abord, sur le plan de son engagement politique, ce qui invite à s'interroger sur son rôle dans des formations partisans de centre-droit (Alliance démocratique, Centre national des indépendants) tout comme sur sa place dans la famille gaulliste entre les années de guerre et le pompidolisme. Ensuite, sur le plan de son action ministérielle où l'accent a été mis sur la Marine, les Anciens combattants et l'outre-mer.

Le portrait de Louis Jacquinot proposé ici est d'abord celui du dirigeant politique et procède du dépouillement de sources meusiennes et nationales conduites par des universitaires spécialistes d'histoire politique. En même temps, et ce fut un choix des organisateurs, il s'est agi de donner une couleur plus humaine à ce personnage encore trop méconnu. Des élus meusiens, en particulier les anciens parlementaires comme Rémi Herment et François Dosé ont accepté de livrer leur témoignage dans le cadre d'une table ronde. Cette dernière a aussi accueilli Gérard Longuet, alors ministre de la Défense. En dépit d'un calendrier très chargé, il est demeuré plusieurs heures parmi nous et a livré un témoignage substantiel. Tout comme Olivier Stirn, dont on connaît les fonctions ministérielles mais dont trop peu savent qu'il fut chef de cabinet de Louis Jacquinot, sur lequel, après avoir assisté à l'ensemble des communications et des débats, il a livré un témoignage important.

DEUXIÈME PARTIE

La carrière politique de Louis Jacquinot

LOUIS JACQUINOT ET LE CNIP : LA DIFFICILE INSERTION
D'UN GRAND NOTABLE DANS UN GRAND PARTI (1948-1962)

Gilles Richard

Qui se souvient aujourd'hui de ce que fut le Centre national des indépendants et paysans pendant les vingt années qui suivirent la Libération ? Bien peu d'individus, sans aucun doute, l'écoulement du temps – et la prolifération hors du commun de la mémoire gaullienne – ayant produit ses ravages ordinaires sur la mémoire collective. Il tint pourtant une place de tout premier plan dans le système partisan de la France des « Trente Glorieuses ». Or, ce fut précisément à ce parti que Louis Jacquinot (1898-1993) appartint après la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1962. Il en fut même incontestablement l'une des figures les plus en vue, et, concrètement, celui qui représenta le plus souvent le Centre national au sein des gouvernements successifs de la IV^e République et des débuts de la Cinquième. Toutefois, force est de constater qu'il ne tint en réalité qu'une place sinon marginale, du moins secondaire dans la direction d'un parti qu'il se soucia peu d'organiser et de développer tandis qu'il s'opposa de façon répétée à ses principaux dirigeants, semblant même être, à plusieurs reprises, l'un des animateurs d'une sorte de minorité prête à la dissidence.

Comment rendre compte de cet apparent paradoxe ? C'est ce que je vais tenter de faire en répondant à trois questions. Quelle place exacte Louis Jacquinot occupa-t-il dans le CNIP de 1948 à 1962 ? De quelle manière se situa-t-il face à la direction du Centre, menée par le binôme Roger Duchet – Antoine Pinay ? Comment envisagea-t-il son insertion dans la structure partisane en constant essor que fut le Centre national ?

LOUIS JACQUINOT, UN GRAND NOTABLE LIBÉRAL MODÉRÉ

À bien des égards, Louis Jacquinot contribua dès la Libération à l'échelle de la Meuse – comme cela se fit dans divers autres départements – à la construction du CNIP, une formation qui ne sortit pas toute armée d'une décision nationale de créer un parti, sur le modèle du Rassemblement du peuple français (RPF) lancé par Charles de Gaulle en avril 1947, mais émergea peu à peu de la cristallisation

d'expériences départementales plurielles, dynamiques et convergentes conduites dans les années d'après-guerre.

Dans la Meuse comme ailleurs, le processus se déroula essentiellement au rythme des trois scrutins législatifs de la Libération : élection de la première Assemblée nationale constituante le 21 octobre 1945, de la seconde le 2 juin 1946 et de la première Assemblée nationale de la IV^e République, le 10 novembre suivant.

136 En vue du scrutin d'octobre 1945, les deux parlementaires meusiens d'avant-guerre non frappés d'inéligibilité mirent sur pied une liste « d'union républicaine ». Membre de l'Assemblée consultative provisoire au titre de l'ARD (Alliance républicaine démocratique), ministre de la Marine dans le premier gouvernement provisoire et président du Conseil général de la Meuse depuis quelques semaines, Louis Jacquinot la conduisait. En deuxième position se trouvait Gaston Thiébaud, député radical sortant, l'un des 80 qui avaient refusé les pleins pouvoirs à Philippe Pétain le 10 juillet 1940. La liste arriva en tête (30 701 voix, 33,7 % des suffrages exprimés) mais le très bon score du tout jeune Mouvement républicain populaire (MRP), emmené par Jean Vuillaume (28 596 voix, 31,4 %), empêcha Gaston Thiébaud d'être élu tandis que le troisième siège revenait, à la plus forte moyenne, au socialiste Georges Fizaine (19 053 voix, 20,9 %) qui devançait nettement la liste communiste conduite par André Savard (12 710 voix, 14 %).

Déçus par leur alliance avec les modérés, les radicaux décidèrent de présenter en juin 1946 leur propre liste, dans le cadre du Rassemblement des gauches républicaines (RGR) créé trois mois plus tôt. Louis Jacquinot, à la tête d'une liste désormais intitulée « indépendante d'action républicaine et sociale »¹, perdit environ 10 000 suffrages (25 936 voix, 28,25 %) mais fut réélu, tout comme Jean Vuillaume (25 366 voix, 27,6 %) et le socialiste George Fizaine malgré la chute sensible de ses résultats (15 262 voix, 16,6 %), alors que le PCF progressait (14 984 voix, 16,3 %). Gaston Thiébaud, en tête de la liste « RGR », se retrouva quant à lui en cinquième et dernière position. Avec 10 236 voix (11,1 % des suffrages exprimés), prises pour moitié à Louis Jacquinot, l'autre moitié venant, en proportions variables, des anciens abstentionnistes, des socialistes et même un peu des républicains populaires, il n'avait pas réussi à reconquérir le terrain électoral perdu par les radicaux depuis l'avant-guerre. La Meuse n'était pas en l'occurrence un cas exceptionnel mais, au contraire, à l'unisson de la majorité des départements français.

1 Ce fut très exactement cet intitulé que les gaullistes dissidents ralliés au CNIP en 1952 choisirent pour dénommer leur groupe au Palais-Bourbon.

Aux élections législatives de novembre 1946, il n'y eut à nouveau que quatre listes en présence, comme en octobre 1945. À gauche, le PCF, poursuivant son essor (18 639 voix, 21,3 %), devança nettement la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) (12 515 voix, 14,3 %) : André Savard devint député. À droite, l'érosion du MRP s'accéléra, cela dans des proportions très supérieures à la moyenne nationale. Jean Vuillaume fut toutefois réélu (20 390 voix, 23,3 %) mais l'écart s'était considérablement creusé avec les modérés. La liste « indépendante d'action républicaine et sociale », à nouveau emmenée par Louis Jacquinot, fit en effet un très bon score : 35 984 voix, soit 41,1 % des suffrages exprimés, prenant des voix tant au MRP qu'aux radicaux².

Louis Jacquinot avait ainsi créé en deux ans les conditions de son hégémonie politique dans la Meuse : ministre pendant les premiers mois de la Libération, président du Conseil général, il était aussi le député de loin le mieux élu du département. Il consolida encore ses positions à l'occasion des deuxièmes élections au Conseil de la République, en novembre 1948. François Schleiter, avocat, deuxième sur la liste « IARS » en novembre 1946, conduisit la liste modérée formée avec Martial Brousse, maire de la commune de Braquis depuis 1936, membre du Parti paysan d'union soiciale (PPUS) après avoir appartenu au Parti agraire et paysan français (PAPF) avant-guerre, et responsable national de la Confédération générale de l'agriculture (CGA) aux côtés d'Eugène Forget. Leur liste avait reçu l'investiture du RPF mais les deux élus n'allèrent jamais siéger au groupe gaulliste : le premier s'inscrivit au groupe républicain indépendant (RI), le second au groupe paysan, apparenté au précédent.

Si l'on fait le bilan politique de la séquence 1944-1948 dans la Meuse, un élément ressort de façon évidente³. Autour de Louis Jacquinot, issu de l'ARD⁴, une stratégie électorale bien conduite avait abouti à rassembler autour d'un libéral modéré une large fraction des forces antimarxistes, des radicaux – au moins une bonne partie de leurs électeurs – jusqu'au PPUS. Cela en coopérant avec les gaullistes du RPF en 1948, mais sans jamais entrer dans leur orbite, et en creusant l'écart avec le MRP. C'était à peu de choses près ce qui s'était passé de façon simultanée dans plusieurs autres départements métropolitains, et d'abord en Côte-d'Or, ce qui avait précisément incité un certain nombre d'hommes politiques – au premier rang desquels Roger Duchet, sénateur-maire

2 Tous les électeurs radicaux de juin 1946 ne passèrent cependant pas à droite. 4 500 environ s'abstinrent ou déposèrent dans les urnes des bulletins blancs ou nuls.

3 Pour une vision d'ensemble, voir Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *La Recomposition des droites en France à la Libération, 1944-1948*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2004.

4 Lire la contribution de François Audigier dans ce même volume.

de Beaune⁵ – à créer le CNIP pour fédérer initiatives et expériences. L'objectif ? Réussir ce que l'ARD avant-guerre, sous la conduite de son président Pierre-Étienne Flandin, n'avait pu réaliser avant 1940 : pousser au bout la logique de la « concentration républicaine » (l'alliance des radicaux et des modérés) en inversant le rapport des forces au profit des seconds – le moment était favorable, compte tenu de la grave crise du parti radical⁶ – et en structurant un parti politique qui permit de fondre les diverses composantes en une entité nouvelle, apte à faire jeu égal avec les grandes forces du « tripartisme » (PCF, SFIO et MRP).

138

Quand le CNIP fut mis sur pied entre juillet et décembre 1948 autour des groupes RI des deux assemblées⁷, ce fut tout naturellement que Louis Jacquinot entra à son comité directeur où il siégea jusqu'aux débuts de la V^e République. Aux élections législatives de 1951, il joua pleinement le jeu de la « Quatrième Force » (l'alliance du CNIP et du RGR⁸), initiée par la direction du Centre national : il constitua une liste d'union CNIP-RGR et signa un apparentement avec le MRP pour mieux contenir la poussée gaulliste attendue, tout en précipitant la rupture entre socialistes et républicains populaires. La liste de Louis Jacquinot perdit pas mal d'électeurs (28 876 voix, 32 %) au profit des gaullistes : le RPF fit élire le général Auguste Gilliot (26 614 voix, 29,5 %). Mais grâce à l'apparentement (le MRP, avec seulement 8 901 voix et 9,7 % des suffrages exprimés, n'avait plus de député), les modérés remportèrent deux sièges, le second revenant à René Rousselot, conseiller général et président de la CGA de la Meuse. Il s'inscrivit au groupe indépendant paysan. Plus qu'ailleurs encore, la percée gaulliste de 1951 fut sans lendemain immédiat : au printemps 1953, le sénateur François Schleiter enleva au RPF, bientôt « mis en sommeil » par son président, la municipalité de Verdun.

Quant à Louis Jacquinot, il était engagé dans une brillante carrière ministérielle, contribuant plus que tout autre modéré à assurer la présence du CNIP au sein des gouvernements successifs. Du premier gouvernement provisoire (automne 1944) au dernier gouvernement de la IV^e République,

5 Gilles Richard, « Un homme politique oublié : Roger Duchet et le centre droit », *Commentaire*, n° 136, hiver 2011-2012, p. 953-963.

6 Voir Éric Duhamel et Gilles Le Béguec (dir.), *La Renaissance du parti radical, 1944-1948*, Paris, L'Harmattan, 1993, où l'on voit que les radicaux se reconstruisent sur des bases nettement restreintes par rapport à l'avant-guerre.

7 Si Louis Jacquinot s'apparenta en octobre 1945 au groupe de l'Unité républicaine dont sortit en décembre le PRL, il rejoignit dès juin 1946 le groupe des RI (auquel s'inscrivit aussi Paul Reynaud qui venait de retrouver un siège de député), hostiles au PRL.

8 Ainsi dénommée pour souligner la volonté de ses promoteurs d'atteindre le quart des suffrages, soit à peu près autant qu'on pensait que le PCF, le RPF ou la « Troisième Force » obtiendraient.

formé par Charles de Gaulle en juin 1958 – 28 gouvernements au total – il fut en effet douze fois ministre. Or, sur les 290 hommes et (très rares) femmes qui occupèrent pendant ces quatorze années un poste ministériel, dix seulement furent ministres au moins autant de fois : Pierre Pflimlin (MRP) 17 fois ; Eugène Thomas (SFIO) 15 fois ; Robert Schuman (MRP) et Maurice Bourgès-Maunoury (radical) 14 fois ; Georges Bidault (MRP), Jules Moch (SFIO) et André Morice (radical) 13 fois ; Paul Bacon (MRP), Henri Queuille (radical) et Louis Jacquinot (CNIP) 12 fois. Ce dernier fut donc, de tous les indépendants et paysans, « le » ministre par excellence du parti, devant Antoine Pinay (9 fois) ou Paul Ribeyre (8 fois).

Construction d'un solide fief électoral modéré, mise en œuvre d'une stratégie d'alliances électorales en adéquation avec le projet du CNIP, participation active au gouvernement de la France : Louis Jacquinot aurait-il été un notable indépendant modèle ? À lire les Mémoires de Roger Duchet⁹, la réponse qui s'impose est négative et sans appel. L'ancien secrétaire général du Centre, qui régla ses comptes dans son livre de souvenirs, s'acharna en effet particulièrement sur Louis Jacquinot, cité 15 fois, soit à peu près autant que Paul Reynaud et Joseph Laniel, deux autres personnages qui ne trouvaient aucune grâce à ses yeux. Il l'accusait surtout, de façon insistante et argumentée, d'avoir toujours fait passer sa carrière avant les intérêts de son parti : Louis Jacquinot ou, pourrait-on dire après avoir lu Roger Duchet, l'homme dont l'objectif premier avait été d'être à tout prix ministre ?

Reconnaissons que Louis Jacquinot, si tel fut son but, l'atteignit sous la IV^e République, où il siégea au Gouvernement pendant six ans et demi au total, comme sous la Cinquième où il fut ministre sept années consécutives. Mais il faut bien sûr pousser plus loin l'analyse si l'on veut comprendre les raisons de fond qui amenèrent le secrétaire général du CNIP et l'un des membres les plus éminents de son comité directeur à s'affronter si durement pendant plus de dix ans. Deux raisons, de natures différentes mais convergentes par leurs effets, sont à prendre en considération.

LOUIS JACQUINOT EN OPPOSITION PRESQUE CONSTANTE À LA DIRECTION DU CNIP

Il faut d'abord revenir sur le conflit qui naquit dès les premiers mois d'existence du Centre entre Roger Duchet, l'inventeur du parti, et Paul Reynaud, la figure alors la plus en vue de la mouvance libérale modérée et l'héritier le plus remarquable de l'ARD, Pierre-Étienne Flandin étant marginalisé par la mesure

⁹ Roger Duchet, *La République épinglée*, Paris, Alain Moreau, 1975.

d'inéligibilité qui le frappait depuis la Libération¹⁰. L'ancien président du conseil, dont l'ambition n'avait pas diminué avec l'âge, estima que la présidence du CNIP lui revenait. Mais les signataires des statuts du parti¹¹, les trois sénateurs RI Jean Boivin-Champeaux, René Coty et Roger Duchet, conscients de cette ambition, avaient de leur côté choisi de s'y opposer résolument en omettant de prévoir de manière explicite un poste de président : le comité directeur élitait un secrétaire général – ce fut le sénateur-maire de Beaune – et un bureau de trois membres qui assurait une présidence tournante des réunions. Pourquoi cette méfiance à l'égard de Paul Reynaud ? Parce que les fondateurs du Centre l'estimaient tout simplement inadapté à la fonction à laquelle il prétendait : ils le jugeaient trop peu disposé à consacrer son temps à la vie d'un parti au jour le jour en même temps que trop marqué par son rôle ambigu le 16 juin 1940, hostile à Philippe Pétain mais lui cédant tout de même la place sans gloire, ce qui ne pouvait satisfaire ni les maréchalistes, ni les résistants.

140

Le conflit dura plusieurs années, avec une crise aiguë dans les mois précédant les élections du 17 juin 1951 pendant laquelle Roger Duchet usa de tous les moyens pour discréditer Paul Reynaud. Les choses ne furent définitivement réglées qu'en janvier 1953 quand les députés indépendants et paysans désignèrent par acclamation Antoine Pinay « président d'honneur » du Centre national. Après neuf mois passés à Matignon, il était devenu le porte-drapeau incontestable du parti, éclipsant désormais la renommée de son concurrent.

Dans ce long conflit, Louis Jacquinet fut de bout en bout aux côtés de Paul Reynaud. Pour quelles raisons le député de la Meuse soutint-il le député de la première circonscription du Nord ? Comptèrent tout d'abord les liens tissés dans les années 1930 au sein du groupe du Centre républicain (1932-1936), présidé par André Tardieu, puis du groupe des républicains de gauche et des radicaux indépendants (1936-1940) : le cadet vouait à son aîné une grande admiration. Et puis Louis Jacquinet et Paul Reynaud avaient en commun d'éprouver un vrai respect pour Charles de Gaulle, à la différence de la majorité des dirigeants modérés, souvent restés maréchalistes à l'image d'Antoine Pinay. Des liens demeuraient entre eux et « l'homme du 18 juin » malgré des choix partisans divergents depuis la Libération, et les souvenirs communs étaient forts : combat pour la force mobile cuirassée et drame de juin 1940 vécu côte à côte pour l'un, nationalisme intransigeant et participation au premier gouvernement provisoire pour l'autre.

¹⁰ Candidat, bien qu'inéligible, aux élections sénatoriales du printemps 1952 dans l'Yonne, il recueillit 307 voix dont 182 sur des bulletins panachés. Cela n'empêcha toutefois pas la réélection des deux sénateurs sortants, membres du CNIP : Philippe de Raincourt et André Plait. À l'été 1954, l'ARD adhéra officiellement au CNIP.

¹¹ Déposés à la préfecture de la Seine le 31 décembre 1948. Le parti s'appela d'abord Centre national des républicains indépendants (CNRI), ne devenant CNIP qu'en 1951.

Quand Vincent Auriol, après la chute du gouvernement d'Edgar Faure et l'échec de Paul Reynaud pour lui succéder, désigna en mars 1952 Antoine Pinay à la présidence du conseil, le député de la Meuse et celui du Nord le dissuadèrent d'accepter lors de la réunion du comité directeur du Centre, convoqué en urgence. Le député-maire de Saint-Chamond s'entêta et fut investi le 6 mars. Dès qu'il commença ses « consultations » pour constituer son gouvernement, Roger Duchet l'assista de très près, négociant même à sa place plusieurs fois. Louis Jacquinot se vit confier le ministère des Travaux publics. Mais le radical André Morice, entrepreneur de travaux publics et très proche du nouveau président du conseil, insista de son côté pour avoir ce poste : il eut gain de cause car il fallait ménager l'allié radical dans le cadre de la Quatrième Force. Fureur de Louis Jacquinot. On lui attribua alors la Marine marchande mais il refusa sèchement ce lot de consolation et en voulut désormais beaucoup au secrétaire général et au futur président d'honneur du parti de l'avoir privé d'un ministère.

Il retrouva des fonctions ministérielles dès janvier 1953 dans le gouvernement de René Mayer puis en juin dans celui de Joseph Laniel, autre figure issue de l'ARD et très proche de Paul Reynaud. Ce dernier, vice-président du conseil, était chargé de suivre les affaires indochinoises tandis que Louis Jacquinot conservait la France d'outre-mer. Contre ce gouvernement, vite confronté à des problèmes intérieurs et extérieurs considérables, Roger Duchet et Antoine Pinay, privés quant à eux de portefeuilles ministériels, s'activèrent dès la fin de l'été 1953 – moment de la grande grève des fonctionnaires – pour précipiter sa chute. Les relations entre les deux clans continuaient donc d'être détestables mais au sein du CNIP dans son ensemble, le rapport des forces pencha assez vite en faveur de la direction. Et le secrétaire général, véritable chef d'orchestre clandestin de l'élection présidentielle en décembre 1953, réussit même au onzième tour de scrutin à instrumentaliser Louis Jacquinot pour torpiller définitivement la candidature de Joseph Laniel et faire élire finalement René Coty, un des trois fondateurs du Centre.

Louis Jacquinot s'opposa à la ratification du traité sur la CED (Communauté européenne de défense) en août 1954, contre l'avis de la majorité de son parti et contre celui de ses deux amis Paul Reynaud et Joseph Laniel. Son isolement fut dès lors presque total au comité directeur, alors même qu'il n'était plus ministre depuis la formation du gouvernement de Pierre Mendès France. D'autant que Roger Duchet avait en 1955 agi efficacement pour sceller une réconciliation durable avec Paul Reynaud – puis, un peu plus tard, avec Joseph Laniel – qui redevint le porte-parole le plus actif du CNIP à la tribune du Palais-Bourbon, non seulement sur les questions économiques et financières (il était le président de la commission des Finances) mais aussi institutionnelles et diplomatiques. En cette année 1955 précisément, le député de la Meuse se porta encore une

fois en première ligne pour dénoncer « la politique d'abandon » d'Antoine Pinay, alors ministre des Affaires étrangères en train de négocier l'indépendance du Maroc, et, au comité directeur du 13 octobre, pour tenter de déstabiliser Roger Duchet, alors ministre de la Reconstruction, en proposant d'interdire officiellement le cumul des fonctions de ministre et de secrétaire général du Centre. La manœuvre échoua : Paul Reynaud se montra dans ces affaires l'un des plus solides soutiens au sénateur-maire de Beaune et à la « politique sage » menée au Maroc.

142

La réconciliation avec Louis Jacquinot ne fut véritablement réalisée qu'en octobre 1957 quand Antoine Pinay, candidat à l'investiture après la démission de Maurice Bourgès-Maunoury, le plaça dans son équipe, constituée par avance, au poste-clef de ministre de l'Algérie. Mais le président d'honneur du CNIP ne fut pas investi. Dans la crise finale de la IV^e République, Louis Jacquinot suivit la direction du Centre : soutien à l'émeute algéroise puis recours à Charles de Gaulle afin d'obtenir un changement de constitution et des élections générales anticipées¹². Le 1^{er} juin 1958, il retrouva un poste ministériel comme ministre d'État et, à partir de ce moment, suivit en tout la ligne politique du nouveau chef du gouvernement, bientôt élu président de la nouvelle République. Il avait été volontairement choisi par Charles de Gaulle pour faire contre-poids à l'incontournable Antoine Pinay, placé aux Finances, précisément parce qu'il incarnait au sein du Centre la tendance opposée à Roger Duchet. Ce choix se révéla bientôt payant¹³.

En janvier 1960, la réconciliation péniblement obtenue entre Louis Jacquinot et Roger Duchet à l'automne 1957, vola définitivement en éclats. Lors du renvoi d'Antoine Pinay du gouvernement de Michel Debré, seul Max Fléchet parmi les ministres et secrétaires d'État indépendants se montra solidaire du président du parti en démissionnant. Quelques jours plus tard débuta la « Semaine des barricades ». Le conflit devint alors public, relayé à l'envi par la presse, entre le secrétariat général du Centre national qui avait choisi d'instrumentaliser la crise algérienne pour provoquer une scission de l'UNR, et une forte minorité (un tiers environ) des parlementaires indépendants, emmenée par Paul Reynaud et approuvée par Louis Jacquinot, qui choisit de soutenir le chef de l'État dans sa politique d'« autodétermination ».

12 À la différence de Paul Reynaud qui ne se rallia à cette stratégie du Centre qu'au dernier moment, fin mai 1958.

13 C'est dans le même contexte de lutte feutrée mais sans merci contre Roger Duchet qu'il faut comprendre le soutien que Charles de Gaulle apporta à Paul Reynaud dans l'élection du président de la nouvelle Assemblée nationale. Mais, le 9 décembre 1958, les députés gaullistes décidèrent de soutenir Jacques Chaban-Delmas.

Le CNIP entra à partir de ce moment-là dans une longue crise interne qui dura trois ans et le conduisit au naufrage¹⁴. Si Paul Reynaud redevint *in extremis* un adversaire du gaullisme à l'automne 1962 quand fut lancée la réforme du mode de désignation du président de la République, Louis Jacquinot, quant à lui, resta de façon indéfectible solidaire du gouvernement de Georges Pompidou dont il faisait partie depuis le mois d'avril. Aux élections législatives anticipées de novembre, il ne reçut pas l'investiture du CNIP – il avait quitté le comité directeur depuis 1960 – mais n'en fut pas moins réélu député de la première circonscription de la Meuse, avec le plein soutien des gaullistes.

Si Louis Jacquinot n'occupa donc jamais une place centrale au sein de la direction du CNIP, comme tout ce qui précède le démontre avec évidence, il reste à comprendre pourquoi un grand notable modéré, adhérent d'un grand parti politique en plein essor, au moins jusqu'en 1958, choisit si souvent de faire cavalier seul et d'agir dans ses fonctions ministérielles successives sans lien réel et continu avec son parti, son programme et sa stratégie.

UN GRAND NOTABLE RÉTIF À UNE SOLIDE STRUCTURE PARTISANE

Ce fut incontestablement la tâche essentielle de Roger Duchet, au moins par le temps qu'il y consacra, jour après jour, pendant treize années, que d'organiser les modérés. Un verbe – « organiser » – qui semble encore aujourd'hui à nombre de politistes et d'historiens antinomiques avec « modérés »¹⁵, à tort.

Jeune président de la fédération radicale de Côte-d'Or au temps du Front populaire, il appartenait à la génération d'hommes – André Morice, Léon Martinaud-Déplat, André Liautey¹⁶, etc. – promue par Édouard Daladier au début des années 1930, qui avait ardemment travaillé à développer les structures partisans locales du parti. Roger Duchet mit son expérience d'avant-guerre au service du CNIP à partir de 1948, avec un talent et une énergie hors du commun. Les modérés n'étaient pas sans organisation à la Libération, mais

14 À l'automne 1961, Roger Duchet fut contraint de démissionner de son poste de secrétaire général. Remplacé par Camille Laurens pour enrayer la crise, celle-ci n'en fut au contraire qu'aggravée.

15 Sur l'idée selon laquelle les modérés seraient de façon consubstantielle rétifs à l'organisation partisane, lire Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1951, et, plus proche d'aujourd'hui, les conclusions de Gérard Grunberg dans l'enquête conduite sur les « notables » et publiée dans Gilles Le Béguec et Denis Peschanski (dir.), *Les Élités locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, Paris, CNRS Éditions, 2000, p. 417-421.

16 Olivier Verdier, *Action politique et défense des intérêts catégoriels. André Liautey et le monde des groupes de pression, 1919-1960*, thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Gilles Le Béguec, Paris-Ouest Nanterre La Défense, 2009.

elle était dans l'ensemble déliquescence. Les deux grands partis d'avant-guerre, l'ARD et la Fédération républicaine (FR), étaient moribonds, traversés par des crises internes profondes depuis 1940. Le Parti républicain de la liberté (PRL) avait bien été fondé en 1945, mais surtout par d'anciens membres du Parti social français de François de La Rocque et il fut bientôt satellisé, au moins en partie, par le RPF de Charles de Gaulle. Il existait cependant des organisations départementales solidement et anciennement implantées, à l'image du Comité d'union nationale républicaine en Loire-Inférieure ou de l'Union des républicains du Nord dans l'arrondissement de Lille. D'autres organisations étaient plus récentes mais non moins dynamiques, comme en Côte-d'Or où les « républicains indépendants » emmenés par le chanoine Félix Kir, étaient représentés dans chaque commune et étroitement liés au principal quotidien régional, *Le Bien public*, qui leur fournissait locaux, secrétariat permanent, imprimerie, etc.

144

Roger Duchet, engagé dans le renouveau des droites côtes-d'orientales, conscient de ce qui existait ici et là, de l'état d'esprit de nombreux notables modérés et du chemin à parcourir pour bâtir un grand parti, se mit donc au travail dès 1949 pour organiser de façon à la fois durable et profonde la vaste mouvance modérée. À l'échelle nationale, il y eut rapidement un comité directeur, un hebdomadaire (*France indépendante*), des « Journées d'études » annuelles, rebaptisées « congrès » à partir de 1954, et, à partir de mars 1952, un *leader* reconnu en la personne d'Antoine Pinay. Mais à l'échelle locale, le travail à faire pour prospecter, sélectionner, convaincre et promouvoir des cadres fiables et, si possible, jeunes, était immense. L'enjeu ? Doter le tout nouveau CNIP de centres départementaux sur tout le territoire, ramifiés jusque dans chaque canton et chaque commune ou quartier, capables de faire agir ensemble les notables établis – et d'abord les conseillers généraux, intermédiaires essentiels entre les élus municipaux et les parlementaires dans une vision du pouvoir encore très marquée par la III^e République – et les nouvelles élites – hauts fonctionnaires, patrons modernisateurs et permanents patronaux, cadres et ingénieurs politisés – dont le rôle ne cessait de grandir en ce début des « Trente Glorieuses ».

Assisté depuis 1951 par Raymond Marcellin, secrétaire général adjoint, et une équipe d'une trentaine de jeunes gens qui faisaient aussi vivre le journal, Roger Duchet fit solennellement reconnaître la nécessité vitale de l'organisation lors du deuxième congrès du parti, en novembre 1956. On y entérina la création, amorcée quelques mois plus tôt, de neuf « délégués régionaux à la propagande » (c'était leur nom officiel) coordonnés par un « délégué national », Michel Junot, vite devenu le plus proche collaborateur du secrétaire général. Ils étaient chargés, chacun dans sa région, de stimuler la création des centres départementaux, de nouer des contacts étroits avec les milieux professionnels et de multiplier

les liens avec la presse. Si globalement le CNIP accomplit des progrès assez spectaculaires en matière d'organisation entre 1956 et 1958 (19 organisations départementales mises sur pied en 18 mois), force est de reconnaître aussi que des résistances existaient bel et bien, parfois insurmontables, à cette conception du parti. La Meuse en offrait un exemple particulièrement éclairant.

Dans ce fief électoral du CNIP – un tiers des suffrages aux élections législatives en moyenne sous la IV^e République, les deux sièges de sénateurs, la majorité absolue des conseillers généraux et une position hégémonique parmi les maires ruraux – il n'y eut jamais, à ma connaissance, de Centre départemental des indépendants et paysans (CDIP), comme on nommait les fédérations départementales au Centre. Le journal *France indépendante* rendait compte assez précisément des très nombreux déplacements de Roger Duchet en province : la Meuse ne fut pas citée une seule fois en quatorze ans. Dans l'attente de la thèse de Julie Bour qui nous apportera de nombreux éléments d'information sur cet état de fait, on ne peut que faire le constat du refus que Louis Jacquinot opposa toujours à la création d'un CDIP. Maître des alliances électorales, il se voulait le représentant exclusif de « son » département, tant au Parlement qu'au comité directeur du Centre. Pas question donc d'accorder le moindre droit de regard au secrétariat général sur la vie politique meusienne, ni de laisser croître une structure partisane qui risquât, à terme, de contester de l'intérieur le président du Conseil général. Nul doute que cette situation n'ait indisposé au plus haut point l'hyperactif secrétaire général, accroissant d'autant son animosité contre cet homme du clan de Paul Reynaud. Certes, le mode de contrôle de la vie politique meusienne que Louis Jacquinot avait choisi, « traditionnel », avait fait la preuve de son efficacité. Mais il était de plus en plus remis en cause, parfois depuis longtemps¹⁷, dans nombre de départements, notamment les plus industrialisés. Et il donna ses premiers signes de faiblesse à partir de 1956.

Pourtant, alors que partout ou presque, les candidats poujadistes réalisèrent aux élections législatives de janvier 1956 de bons scores, souvent au détriment des indépendants et paysans, la Meuse fit exception : la liste poujadiste y obtint l'un de ses plus mauvais résultats (5 511 voix, 5,4 % des suffrages exprimés). Le CNIP n'en subit pourtant pas moins une nette défaite. Avec 28 857 voix (28,5 %) alors que les gaullistes ne présentaient pas de candidats, Louis Jacquinot fut certes réélu mais, faute d'apparemment avec le MRP, René Rousselot perdit son siège¹⁸. Perça en revanche un candidat modéré extérieur au CNIP : André

17 La première grande remise en cause peut être datée de la création du Centre de propagande des républicains nationaux par Henri de Kerillis en 1926.

18 Il fut ensuite le suppléant de Louis Jacquinot, de 1958 à 1967, amené à siéger la plupart du temps, le titulaire du siège étant quant à lui ministre.

Beauguitte. Il avait siégé entre 1936 et 1940 dans le même groupe, celui des républicains de gauche, que le président du Conseil général. Inéligible jusqu'en 1953 malgré ses actes de résistance, il était revenu dans le jeu politique meusien à l'occasion des élections cantonales d'avril 1955, se faisant élire dans le canton de Monfaucon. Le 2 janvier 1956, à la tête d'une liste « de défense paysanne, économique et sociale », il recueillit 17 562 suffrages (17,3 %), en troisième position derrière la liste communiste d'André Savard (22 237 voix, 21,9 %).

Compte tenu de son parcours personnel, André Beauguitte aurait pu être sans trop de difficultés intégré progressivement à la « grande machine » du CNIP si un centre départemental structuré avait existé, qui portât localement le projet de fusion des forces modérées dans un même parti à l'échelle nationale. Mais il n'y avait pas de CDIP dans la Meuse et le nouveau député mena efficacement sa propre stratégie d'enracinement, en marge des indépendants et de leur *leader* meusien.

146

Élu par un électorat rural protestataire, il alla siéger au petit groupe « paysan », présidé par Paul Antier, qui était apparenté au groupe IPAS¹⁹ mais rassemblait, outre quelques isolés comme André Beauguitte, la petite dizaine de députés du PPUS qui refusaient encore la complète fusion de leur parti dans le CNIP. En juin 1957, Paul Antier lança une ultime manœuvre pour tenter d'arracher le Parti paysan à l'orbite du Centre national : il s'allia officiellement à Pierre Poujade et à Henry Dorgères. La majorité des députés paysans encore autonomes refusèrent cette dérive et rallièrent le groupe IPAS – mais André Beauguitte alla, lui, siéger au groupe du RGR, repris en main par Edgar Faure – et Paul Antier, président du PPUS, fut définitivement exclu de son parti, un comité exécutif élargi désignant Martial Brousse président provisoire. En novembre 1958, André Beauguitte passa au Centre républicain (CR) d'André Morice²⁰ qui lui accorda son investiture dans la deuxième circonscription de la Meuse. Une façon pour le sortant d'obtenir le soutien d'un parti allié nationalement au CNIP mais sans rien céder localement à Louis Jacquinot ni l'affronter directement, celui-ci se présentant dans la première circonscription.

Réélu, André Beauguitte, contrairement à certains députés du CR tel Jean Baylot à Paris, ne s'inscrivit pas au groupe IPAS. Il alla siéger au groupe – hétéroclite – de l'Entente démocratique. Dès l'automne 1959, il refusa les prises de position tranchées en faveur de l'Algérie française, puis il soutint, comme le ministre Louis Jacquinot, la réforme de la constitution voulue par

19 « Indépendant et paysan d'action sociale », formé en janvier 1956 par la fusion des anciens groupes RI, des paysans favorables à la fusion complète du PPUS dans le CNIP et des ex-gaullistes ralliés à Antoine Pinay en 1952.

20 Le CR regroupait les radicaux qui avaient fait scission à l'automne 1956, farouchement attachés à l'Algérie française et viscéralement hostiles aux « mendésistes ».

Charles de Gaulle. En novembre 1962, il reçut l'investiture de « l'Association pour la V^e République », comme Louis Jacquinot, mais sans rien devoir à celui-ci, et à partir de cette date, en 1962, 1967 et 1968, André Beauguitte fut toujours réélu avec des scores supérieurs à ceux du président du conseil général. Il s'inscrivit au groupe des RI – les « giscardiens », qui venaient de quitter le CNIP, avaient en même temps renoué avec l'intitulé initial du groupe à l'origine du Centre – alors que son rival était apparenté au groupe de l'UNR puis, à partir de 1968, membre à part entière du groupe gaulliste²¹. En 1965, il enleva la mairie de Verdun au sénateur François Schleiter, resté au CNIP et président du parti dans les années 1970. En 1973 enfin, il eut la satisfaction de conserver son siège tandis que Louis Jacquinot fut battu. Ainsi, en se ralliant aux giscardiens dès 1962, ce fut lui qui assura la pérennité du courant libéral modéré dans la Meuse, le président du Conseil général, rallié au même moment à la famille gaulliste, étant de son côté lentement mais inexorablement marginalisé.

Leader modéré d'envergure nationale, solidement enraciné sur le plan électoral dans la Meuse et membre du grand parti libéral conservateur que le CNIP était en passe de devenir en 1957-1958, Louis Jacquinot se refusa toujours à créer dans son département une solide structure partisane unifiée, choisissant de contrôler son fief électoral jusque sous la V^e République avec les moyens de la notabilité traditionnelle qui lui avaient permis d'être élu sous la Troisième. Le surgissement en 1956 d'un vrai et redoutable concurrent en la personne d'André Beauguitte, ne modifia pas son mode d'exercice notabiliaire du pouvoir à l'échelle départementale alors que les errements de son parti à l'échelle nationale le poussèrent à rallier sans condition le camp gaulliste en 1962.

Ce fut donc à côté du « système Jacquinot », sur ses marges, de façon à la fois proche et lointaine, que la famille modérée non gaulliste – les libéraux – se réorganisa dans les années 1960 autour d'un André Beauguitte, issu du même moule politique, l'ARD, jamais passé par le CNIP mais rallié sur-le-champ aux giscardiens. Il leur demeura fidèle jusqu'à la fin de sa carrière politique, solidement implanté dans sa circonscription, réélu dès le premier tour en 1967 quand Louis Jacquinot ne le fut qu'au second, et dès lors prêt à prendre le relais de ce grand notable sur le déclin.

21 Lire la contribution de Jérôme Pozzi dans cet ouvrage.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- AUDIGIER François, « L'Alliance démocratique de 1933 à 1937 ou l'anachronisme en politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 47, juillet-septembre 1995, p. 147-157.
- AUDIGIER François, SCHWINDT Frédéric (dir.), *Gaullisme et gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, PUR, 2009.
- AURIOL Vincent, *Journal du Septennat, 1947-1954*, édité par Pierre Nora, Paris, Armand Colin, 1970.
- BARUCH Marc-Olivier (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003.
- BERNARD Mathias, *La Guerre des droites de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- BERSTEIN Serge et MILZA Pierre (dir.), *L'Année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
- CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *La France libre*, Paris, Fayard, 1996.
- FOCART Jacques, *Journal de l'Élysée (1965-1974)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 5 t., 1997-2001, 5 vol.
- LE BÉGUEC Gilles et PESCHANSKI Denis (dir.), *Les Élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
- QUEUILLE Henri, *Journal de guerre, Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, présenté par Olivier Dard et Hervé Bastien, Paris, Plon/Fondation Charles de Gaulle, 1995.
- RICHARD Gilles, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec des droites françaises dans le parti des modérés*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis à l'épreuve de 1968. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012.
- RICHARD Gilles, Sainclivier Jacqueline (dir.), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan, 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007.
- ROTH François (dir.), *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*, Nancy, PUN, 2000.
- ROTH François, *Raymond Poincaré*, Paris, Fayard, 2000.
- SANSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine et démocratique, une formation de centre*, Rennes, PUR, 2003.
- SORLOT Marc, *André Maginot (1877-1932) L'homme politique et sa légende*, Metz, Éditions Serpenoise, 1995.

INDEX NOMINUM

- A** _____
- Abrial, Jean-Marie Charles, amiral 103
- Ajam, Maurice 77
- Albertin, Fabien 40
- Antier, Paul 30, 146
- Anxionnaz, Paul 85
- Argenlieu, Thierry d', vice-amiral 104, 113, 114, 127, 132
- Aron, Raymond 86, 87, 89, 95
- Arraut, Pierre 158
- Astier de La Vigerie, Emmanuel d' 90, 92, 94
- Auboyneau, Philippe, amiral 83, 100, 112, 113
- Auphan, Gabriel, amiral 103
- Auriol, Vincent 108, 109, 110, 117, 125, 132, 141
- Auscher, Pierre 71
- B** _____
- Babin, Robert 94
- Bacon, Paul 139
- Bailleux, Jacques 55
- Baréty, Léon 72, 76, 77
- Barre, Raymond 161
- Barthou, Louis 69, 75
- Baylot, Jean 146
- Beauguitte, André 23, 30, 32, 34, 36, 74, 76, 77, 79, 146, 147, 154, 155, 157, 195, 197
- Béchar, Paul 108
- Bernard, Jean 20, 30, 35, 53, 56, 71, 100, 106, 107, 109, 111, 128, 149, 152, 153, 154, 159, 196
- Besse, René 73
- Béthouart, Antoine, général 92, 105
- Bétolaud, Robert 165
- Bidault, Georges 109, 139, 165
- Billotte, Pierre, général 92
- Billoux, François 91, 107
- Blanc, Pierre 77
- Bléhaut, Henri, contre-amiral 103
- Blum, Léon 78, 79, 85, 87
- Boivin-Champeaux, Jean 140

- Bonnet, Henri 90
 Bonneval, Laurent 76, 79
 Bourguès-Maunoury, Maurice 139, 142
 Brosset, Diego, général 92, 93, 94
 Brossolette, Pierre 86, 90, 95
 Brousse, Martial 27, 29, 30, 137, 146
 Bruyneel, Robert 80
 Bureau, Georges 76, 84, 86
- C** _____
- Capitant, René 90, 152
 Catroux, Georges, général 90
 Césaire, Aimé 179
 Chaban-Delmas, Jacques 142, 151
 Champeaux, François de 74
 Champetier de Ribes, Auguste 104
 Chapelet, Roger 119
 Chapron, Marcel 167
 Chirac, Jacques 161
 Churchill, Winston 91
 Cointreau, André 76
 Colbert, Jean-Baptiste 97, 98, 99, 102, 103, 111, 126, 127, 133
 Collière, André 158
 Collinet, Pierre-Xavier, vice-amiral 101
 Collot, André 53, 158, 159
 Comert, Pierre 86, 87
 Cooper, Duff 115
 Coste-Floret, Paul 107, 111
 Coty, René 134, 140, 141
 Courcel, Geoffroy de 92
 Couve de Murville, Maurice 159
 Cusseau, Victor 33, 34
- D** _____
- Daladier, Édouard 100, 143
 Darlan, François, amiral 93, 100, 101, 102, 103, 112
 David, Robert 15, 72, 98, 158
 Debré, Michel 142, 151, 179, 180, 181, 185, 187
 Defferre, Gaston 177
 Demailly, Jean-Claude 35
 Derrien, Edmond, vice-amiral 116
 Develle, Jules et Edmond 17
 Diethelm, André 90, 91, 92, 94
 Dignac, Pierre 76
 Dodin, Louis 30, 32, 154
 Donnedieu de Vabre, Renaud 15
 Dorgères, Henry 146
 Doriot, Jacques 87
 Doumer, Paul 69
 Doussain, Gustave 76
 Drancourt, Michel 35, 53, 57, 61, 157, 158, 197
 Duchet, Roger 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 154
 Dulles, Allen 84
 Dupraz, Johannès 110, 111
 Duvillard, André 174
- E** _____
- Entrevan, colonel 153
- F** _____
- Farjon, Roger 80
 Fauchon, Maxime 76
 Faure, Edgar 62, 71, 141, 146, 177, 178
 Fels, André de 72
 Fénard, Raymond, vice-amiral 122
 Fizaine, Georges 25, 26, 27, 136
 Flandin, Pierre-Étienne 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 138, 139
 Fléchet, Max 142
 Foccart, Jacques 150, 151, 158, 160, 181, 186, 191
 Foch, Ferdinand, maréchal 174
 Forget, Eugène 137
 Fornel de La Laurencie, Benoît-Léon, général 84
 Fould, Achille 73, 76
 Fournier, Pierre-Eugène 84

Frédéric-Dupont, Édouard 64, 70
Frenay, Henri 84, 90, 93

G

Galimand, Lucien 85
Gapiand, Jean 73
Gaulle, Charles de, général 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 38, 55, 61, 63, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 112, 113, 131, 133, 134, 135, 139, 140, 142, 144, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 158, 175, 178, 179, 186, 190, 191, 195, 196
Gaulle, Philippe de 120
Gellié, Emile 73, 80
Gilliot, Auguste, général 30, 138, 153, 175
Giraud, Henri, général 63, 88, 89, 90, 92, 102, 104, 105, 112
Giscard d'Estaing, Valéry 14, 16, 197
Gombault, Georges 86, 87
Gouin, Félix 83, 85, 92
Grenier, Fernand 85, 91
Guillaumat, Pierre 134, 154
Guy, Claude 134, 149, 150, 183

H

Hachette, René 40
Héraud, Marcel 73, 74, 75, 76
Herriot, Édouard 70, 85
Hitler, Adolphe 80
Houphouët-Boigny, Félix 134, 149
Hutin, Paul 23

J

Jacquinet, Camille 22
Jeanneney, Jean-Marcel 85
Jeukens, Jean 25, 27, 28, 30, 153
Juin, Alphonse, maréchal 105, 108
Junot, Michel 144

K

King, Martin Luther 190
Kir, Félix 144

L

Labarthe, André 86
Laborde, Jean de 84
Lacave, André 167
Lachal, Raymond 74
La Grande, Amaury de 46
Lahoz, Emmanuel 160
La Myre-Mory, Robert de 74
Laniel, Joseph 40, 74, 79, 80, 85, 139, 141, 153, 177
Lapie, Olivier 85
La Rocque, François de 144
Lattre de Tassigny, Jean de, général 93
Laurens, Camille 143
Laval, Pierre 103
Lazard, Simone 32, 64, 157
Leblanc, Michel 36
Lecacheux, Joseph 77
Lecourt, Robert 186
Legentilhomme, Paul, général 89, 101
Legge, colonel 84
Lejeune, Max 154, 165
Lemery, Henry 84
Lemonnier, André, contre-amiral 93, 112, 114, 122, 126
Lestapis, Samuel de 74
Le Troquer, André 90, 91, 101
Lévy, Louis 87
Leygues, Georges 69, 97, 98, 99, 104, 109, 111, 118, 126, 133
Liautey, André 143
Lurie, Cerf 158
Lyrot, Hervé de 76

M

Madoux, André 29

- Maginot, André 17, 21, 22, 23, 24, 25, 29, 39, 56, 60, 65, 70, 71, 161, 166, 171, 172, 174
- Magnan, André 74
- Mandel, Georges 15, 79, 80
- Marcellin, Raymond 144
- Marin, Louis 41, 79
- Marizier, Pierre 33, 34
- Maroselli, André 110
- Marquet, Jean 167
- Martinaud-Déplat, Léon 143
- Massigli, René 83, 89, 90
- Matrot, Pierre 34, 35, 157
- Mayer, Daniel 50
- Mayer, René 90, 141, 177
- Mégier, Gérard 160
- Mendès France, Pierre 64, 85, 90, 133, 141
- Menthon, François de 90
- Michelet, Edmond 105, 106
- Millerand, Alexandre 70
- Missoffe, François, contre-amiral 105, 131
- Miterrand, François 33, 35, 62, 165, 169, 172, 177
- Moch, Jules 101, 105, 139, 158
- Mollet, Guy 134, 149, 183
- Monnet, Jean 83, 90, 92, 102
- Morice, André 139, 141, 143, 146
- Morlet, Gilbert 25, 28, 153
- Muselier, Émile, amiral 83, 100
- N** _____
- Nanty, Fernand 25
- Neuwirth, Lucien 151
- O** _____
- Ortoli, Paul, contre-amiral 105
- P** _____
- Palewski, Gaston 92, 151
- Pâques, Georges 115
- Pellé, Léon 76
- Perreau-Pradier, Pierre 76
- Pétain, Philippe 25, 31, 87, 112, 114, 136, 140
- Petsche, Maurice 32, 64, 74, 150, 157, 168
- Peyrefitte, Alain 149, 150
- Pflimlin, Pierre 139, 149
- Philip, André 85, 86, 91, 92, 95
- Philip, Olivier 158
- Pierre-Bloch, Jean 43, 47, 85
- Piétri, François 73, 99
- Pinay, Antoine 135, 139, 140, 141, 142, 144, 146
- Pineau, Christian 84
- Pinelli, Noël 40
- Plait, André 140
- Pleven, René 84, 90, 91, 165, 177
- Poher, Alain 97, 98
- Poincaré, Raymond 17, 18, 21, 22, 23, 24, 26, 29, 32, 56, 60, 65, 69, 72, 154, 161, 190
- Polimann, Lucien, chanoine 24, 63
- Pompidou, Georges 35, 61, 143, 150, 155, 158, 181, 187, 192, 195, 197
- Pouille, Lucien 32, 154
- Prades, Georges 75
- Q** _____
- Queuille, Henri 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 139, 165
- R** _____
- Ragueneau, Philippe 152, 153
- Raincourt, Philippe de 140
- Ramadier, Paul 28, 106, 108, 109, 110, 125, 152
- Ratier, Anthony 72
- Reibel, Charles 75, 80
- Rémond, René 15, 78, 80

Rey, Henry 160
Reynaud, Paul 24, 37, 39, 69, 70, 71, 73,
74, 75, 76, 77, 79, 80, 87, 138, 139,
140, 141, 142, 143, 145, 195, 197
Ribeyre, Paul 139
Richez, Charles 36
Richoux, Robert 159
Rocard, Michel 15
Rochette, Maurice 27
Rollin, Louis 74, 76, 77, 80
Rousselot, René 30, 32, 33, 34, 35, 49,
138, 145, 153, 157, 158

S

Sablé Louis, vice-amiral 102, 116, 117
Salziger, Jean-Claude 35
Sarraut, Albert 23, 75
Savard, André 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34,
136, 137, 146, 157
Schleiter, François 27, 29, 137, 138, 147
Schleiter, Gabriel 24
Schuman, Robert 111, 139, 165
Sembat, Marcel 16
Soustelle, Jacques 92, 153, 154
Stehlin, Paul 159

T

Tapin, Lucien 25, 172
Tardieu, André 60, 69, 74, 80, 99, 140
Taton-Vassal, Louis 23, 72
Taurines, Jean 80
Teitgen, Pierre-Henri 110
Terrasse, André 72, 73, 77

Teyssoit, capitaine 92
Thellier, Paul 73, 76
Thévenon, Hippolyte 28, 153
Thiébaud, Gaston 24, 25, 26, 27, 136
Thomas, Eugène 97, 113, 139
Thorez, Maurice 79, 108
Tillon, Charles 106
Tixier, Adrien 89, 90
Tixier-Vignancour, Jean-Louis 74, 78
Tomasini, René 153, 160
Tourné, André 167
Tourte, Georges 153
Trorial, Jacques 159

V

Vanet, Gérard 160
Varin, René 23
Ventenat, Marcel 80
Vincent, Adolphe 74, 98, 108, 109, 110,
117, 125, 132, 141
Vinel, Hugues 166
Vuillaume, Jean 26, 27, 136, 137

W

Wallach, Alfred 79, 80
Weygand, Maxime, général 100, 174

Z

Zaepffel, Camille 30, 31

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
<i>Christian Namy</i>	
Introduction	9
<i>Olivier Dard</i>	

PREMIÈRE PARTIE

LOUIS JACQUINOT EN MEUSE

Cahier d'illustrations n° 1 (8 pages)

Les archives des hommes politiques : l'exemple de la Meuse	13
<i>Lydiane Gueit-Montchal</i>	
Louis Jacquinot dans l'environnement politique meusien	21
<i>Jean-Pierre Harbulot</i>	
Louis Jacquinot : de l'engagé volontaire à l'officier de réserve	37
<i>François Cochet</i>	
Point de vue d'un élu local	49
<i>Rémi Herment</i>	
Louis Jacquinot : de l'oubli en général, du sien en particulier... ..	55
<i>François Dosé</i>	
Regard sur un parcours politique	59
<i>Gérard Longuet</i>	

DEUXIÈME PARTIE
LA CARRIÈRE POLITIQUE DE LOUIS JACQUINOT

Cahier d'illustrations n° 2 (15 pages)

	Louis Jacquinot et l'Alliance démocratique	69
	<i>François Audigier</i>	
	Louis Jacquinot et la France libre	83
	<i>Jean-François Muracciole</i>	
	Louis Jacquinot ministre de la Marine, le « Colbert de la Libération » ?	97
	<i>Thomas Vaisset et Philippe Vial</i>	
	Louis Jacquinot et le CNIP : la difficile insertion d'un grand notable dans un grand parti (1948-1962)	135
	<i>Gilles Richard</i>	
208	Louis Jacquinot et le gaullisme	149
	<i>Jérôme Pozzi</i>	

TROISIÈME PARTIE
LE MINISTRE

Cahier d'illustrations n° 3 (18 pages)

	Louis Jacquinot et les Anciens combattants	165
	<i>Julie Bour</i>	
	Louis Jacquinot, ministre d'État chargé des DOM et des TOM (août 1961-janvier 1966)	177
	<i>Frédéric Turpin</i>	
	Louis Jacquinot, un mentor ?	189
	<i>Olivier Stirn</i>	
	Conclusion	193
	<i>Gilles Richard et Olivier Dard</i>	

Cahier d'illustrations n° 4 (9 pages)

	Bibliographie	199
	<i>Index nominum</i>	201
	Table des matières	207

Héritier de Raymond Poincaré et d'André Maginot, combattant des deux guerres mondiales, modéré rallié à la France libre et au général de Gaulle à Londres, Louis Jacquinot (1898-1993) est une personnalité importante de l'histoire politique de la France du vingtième siècle. Député de la Meuse entre 1932 et 1973, président du Conseil général durant 28 années, il fut ministre à plus de quinze reprises sous les III^e, IV^e et V^e Républiques, notamment à la Marine, aux Anciens combattants ou à l'outre-mer.

En s'appuyant sur des archives inédites et de nombreux témoignages, ce livre retrace le parcours politique d'une des grandes figures méconnues de l'histoire politique française, d'un modéré de l'Alliance démocratique devenu ensuite un indépendant rallié à la V^e République. En même temps qu'il enrichit la connaissance de l'histoire générale des trois dernières Républiques, ce volume éclaire l'histoire de la Meuse et de la Lorraine que Louis Jacquinot incarne pendant près d'un demi-siècle.

Louis Jacquinot n'a cessé d'être photographié au cours de sa longue carrière et a laissé un fonds iconographique d'une grande richesse. Une partie de ces clichés est aujourd'hui rassemblée dans ce recueil. Parfois officielles, frappantes, étonnantes ou encore anecdotiques, ces photographies parlent de l'homme et de ses fonctions. Elles permettent de retracer la vie de Louis Jacquinot depuis la Meuse et d'explorer le monde qu'il a arpenté à travers ses fonctions politiques.

Couverture : Louis Jacquinot dans son bureau
à Paris vers 1960
© Archives départementales de la Meuse, 47 J 231

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

